

# Patrick Pouyanné, PDG de Total : « La question de la pérennité des compagnies pétrolières est posée »

Dans un entretien au « Monde », le PDG de Total veut convaincre de la trajectoire climatique de son groupe. Il se dit notamment persuadé que le marché qui va croître n'est pas celui du pétrole, mais l'électricité.

**Propos recueillis par Philippe Escande, Audrey Garric, Jean-Michel Bezat et Nabil Wakim**

Le PDG de Total a annoncé, en avril, une nouvelle stratégie climatique pour le groupe, qui comporte l'engagement d'atteindre la « *neutralité carbone* » en 2050. Pour la première fois, une résolution demandant à Total d'être plus ambitieux a été déposée à l'assemblée générale du groupe, fin mai – elle a obtenu 16 % des voix des actionnaires.

**Comprenez-vous qu'il soit difficile de croire à la sincérité de Total sur la neutralité carbone ? Le groupe est le premier émetteur de CO<sub>2</sub> du CAC 40, et son modèle repose sur la production et la vente d'énergies fossiles...**

Si on ne dit rien, on est accusés de ne rien faire ; si on dit quelque chose, on est accusés de ne pas être sérieux ! Tous les mots sont importants : on a dit que l'on avait l'ambition de viser mondialement la neutralité carbone, mais on a aussi dit qu'on n'est pas capables d'y arriver seuls. On ne veut pas prendre un engagement que l'on ne serait pas capables de tenir.

Il y a d'abord le sujet de nos émissions directes de gaz à effet de serre, les scopes 1 et 2 [*périmètres d'émissions*], qui proviennent de nos installations. Nous en sommes responsables, et arriver à la neutralité carbone là-dessus me paraît un objectif évident. Nous comptons réduire nos émissions directes de moitié, et compenser le reste, notamment grâce aux puits de carbone naturel et aux technologies de captage et de stockage de carbone.

**Mais il y a aussi les émissions du scope 3 – qui couvre l'utilisation par vos clients du carburant que vous leur vendez, et représente 90 % de vos émissions. Sur ce point, vous ne vous engagez à la neutralité carbone qu'en Europe...**

Le débat est plus compliqué sur ce sujet. Nous ne sommes pas responsables de ces émissions indirectes. D'abord, parce que ce n'est pas nous qui décidons à quoi tournent les moteurs de nos clients. Total ne fabrique ni avions, ni voitures, ni ciment. C'est la demande qui crée l'offre, et pas l'inverse. Surtout, si Total s'engageait sur le scope 3 à l'échelle mondiale, cela voudrait dire qu'on arrêterait de produire du pétrole. Je ne suis pas prêt à le faire parce qu'il y a des zones du monde qui n'y sont pas prêtes. La pauvreté énergétique est aussi un fléau de la planète. Enfin, si on a pris cet engagement sur le scope 3 pour l'Europe, c'est parce qu'elle s'est elle-même engagée à la neutralité carbone. Et ce n'est pas rien : l'Europe représente 60 % du scope 3 de Total.

## **De combien pensez-vous faire baisser vos émissions de CO<sub>2</sub> en 2050 ?**

Si l'on atteint la neutralité carbone en Europe d'ici à 2050, cela veut dire que l'on aura réduit nos émissions à l'échelle mondiale d'environ 50 %. Mais elles ne baisseront pas d'ici à 2030, car la demande ne baissera pas à cet horizon-là, il ne faut pas mentir aux gens.

## **Les ONG et certains investisseurs vous reprochent de ne pas être suffisamment ambitieux sur le sujet...**

La mission de Total n'est pas d'arrêter de produire de l'énergie ! Si je veux régler le problème pour satisfaire quelques groupes de pression, il suffirait d'arrêter de produire du pétrole. Mais Total ne représente que 1 % de la production mondiale. Si j'arrête, d'autres le produiront à ma place. Il faut faire preuve de responsabilité, influencer notre écosystème. On a, par exemple, un million de clients qui se chauffent au fioul lourd en France. Je pourrais vendre cette activité, mais ça ne fera pas progresser le sujet du climat d'un pouce. Je pense préférable que Total les accompagne pour passer du fioul au gaz, à la pompe à chaleur ou aux chaudières à bois.

## **Pourquoi avez-vous refusé la résolution d'un groupe de onze investisseurs qui appelait Total à aller plus loin dans ses engagements climatiques ?**

L'assemblée générale l'a repoussée parce qu'elle pose un problème de risque juridique pour l'entreprise. Les gens qui ont voulu cette résolution veulent rendre Total responsable juridiquement des émissions de scope 3 pour nous faire des procès. Le sujet n'est pas sur le fond, puisqu'on a présenté nous-mêmes un plan d'action. Notre ambition climatique avait été lancée avant, ce n'est pas le petit groupe d'actionnaires qui nous a motivés.

## **Concrètement, comment Total peut-il baisser ses émissions entre 2030 et 2050 ?**

La planète va bouger d'ici à 2050, des technologies seront développées, notamment la capture de CO<sub>2</sub>, où l'on vient d'investir dans un projet en Norvège. Aujourd'hui, cette filière n'existe pas, car il n'y a pas de modèle économique faute de prix du carbone. Dans nos modèles, on met un prix du CO<sub>2</sub> à 100 dollars [89 euros] à partir de 2030. Il faut se projeter dans un monde dans lequel le carbone a une valeur.

Je prends ce défi comme une chance pour Total de se développer dans l'électricité. Pourquoi d'abord en Europe ? Parce qu'on est chez nous, que la concurrence dans l'électricité y est ouverte et qu'il existe de vraies politiques de soutien aux énergies renouvelables, comme en Allemagne, en Espagne, en France. Tout ce qu'on y fait, on le fera peut-être après dans d'autres régions du monde, car on aura acquis ce savoir-faire.

## **Vous êtes favorable à l'instauration d'une taxe carbone aux frontières de l'Europe ?**

Oui, mais tous les patrons européens ne le sont pas. C'est une question de cohérence du projet de l'Union européenne. Si on fait un « Green Deal » et qu'on perd les jobs industriels, ça ne marchera pas. On a déjà vu cette situation dans le secteur du solaire. Et si les citoyens voient le prix de l'énergie monter et les emplois partir à l'étranger, ils ne l'accepteront pas. Je constate que les dirigeants politiques sont convaincus par le sujet, mais la machine européenne, qui en a moins envie, va mettre des bâtons dans les roues pour que cela ne se passe pas.

### **Pourquoi Total continue-t-il à explorer de nouvelles ressources pétrolières et gazières alors que l'exploitation de toutes les réserves connues nous ferait largement dépasser les 2 °C de réchauffement ?**

Notre exploration – dont les budgets ont diminué au cours des cinq dernières années – n'intervient que là où l'on peut produire du pétrole pas cher. Si l'on tombe sur des gisements géants, si on peut extraire du pétrole pour moins de 20 dollars le baril, on reste dans notre mandat. En revanche, nous n'allons pas chercher des barils très profonds, qui coûteraient très chers, cela n'est pas notre stratégie. Dans un monde à 2 °C, on produira encore 50 millions de barils par jour à horizon 2040-2050 [contre 100 millions avant la pandémie]. Le monde a donc besoin de pétrole. Je crois profondément qu'à la fin on en laissera beaucoup sous terre. L'âge de pierre ne s'est pas arrêté faute de pierres. On finira par sortir du pétrole, en laissant du pétrole dans la planète.

### **A quelle échéance pensez-vous que la demande mondiale ralentira ?**

Dans nos modèles, nous estimons qu'elle atteindra un plateau vers 2030, notamment parce que l'Europe et la Chine auront basculé vers le véhicule électrique. C'est pourquoi Total se focalise sur du pétrole peu coûteux à produire et qu'il ne développera pas, par exemple, de nouveaux projets de sables bitumineux au Canada. A terme, l'entreprise se retirera d'une partie du marché pétrolier, celui qui coûte cher. Ce qui ne veut pas dire qu'on éliminera la totalité des énergies fossiles à l'horizon 2050 !

### **Ce basculement vers le véhicule électrique est-il en train de se produire ?**

Oui, progressivement, mais il faut que les gouvernements accélèrent sur les bornes de recharge. S'ils ne financent pas les infrastructures sur les longues distances, les clients ne vont pas changer leurs habitudes. Or, les infrastructures vont moins vite que les constructeurs automobiles. Total est prêt à investir, et d'ailleurs il le fait, mais on a besoin de soutiens publics massifs de soutien. Dans les 30 stations que nous avons équipées sur les grands axes, nous avons seulement deux ou trois clients par jour...

### **Vous dites que le gaz doit avoir un rôle prépondérant dans la transition énergétique, mais cela n'est pas compatible avec l'accord de Paris, et difficilement avec l'engagement de la neutralité carbone...**

Certes, le gaz naturel est un hydrocarbure, mais je suis convaincu qu'il accompagnera la transition énergétique et ne connaîtra pas de baisse de la demande à horizon 2050. Il faudra le verdir de plus en plus, avec du biométhane (issu de déchets agricoles) ou de l'hydrogène décarboné. Le « Green Deal » européen veut d'ailleurs développer la filière hydrogène. Je

suis favorable à ce qu'on fixe des seuils minimaux de gaz vert ou d'hydrogène dans le gaz, comme on l'a fait avec les agrocarburants. Au début, cela coûte cher, mais si on crée un marché de grande taille, on peut faire baisser les coûts.

## **Au fond, pensez-vous qu'on puisse atteindre les objectifs de l'accord de Paris et tenir la trajectoire dessinée par les experts du GIEC ?**

En tant que PDG de Total, je considère l'accord de Paris comme une référence, et la perspective d'un monde qui limite les effets du réchauffement climatique ouvre des opportunités économiques. Le vrai débat, c'est le timing : il n'y aura pas de grand soir. Les écologistes pensent qu'on aura tout changé en 2025 ou en 2030. Mais il est impossible de bouger la demande en énergie, qui est aujourd'hui à 80 % fossile, aussi rapidement. Le GIEC [*Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*] évoque une division par deux des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 si l'on veut maintenir le réchauffement à 1,5 °C, mais cela n'arrivera pas si vite. La planète n'est pas capable de changer du jour au lendemain.

## **Si vous continuez d'être généreux avec vos actionnaires malgré la crise – Total a maintenu son dividende –, n'est-ce pas pour les retenir coûte que coûte alors que le secteur pétrolier n'a plus la cote ?**

Il y a un débat, et certains de nos actionnaires – surtout non européens et moins sensibles à la neutralité carbone – me demandent : mais pourquoi investir dans les énergies renouvelables ? Les compagnies pétrolières distribuent du cash-flow, certes. Mais si elles sont faiblement valorisées, c'est que le marché se demande, fondamentalement, si l'activité pétrolière est durable. La question de la pérennité des compagnies pétrolières est posée. Le marché qui va croître, ce n'est pas celui du pétrole, mais celui de l'électricité. D'où notre volonté de nous adapter aussi à l'évolution des marchés. En développant l'électricité bas carbone, Total attirera plus d'investisseurs. Le positionnement économique rejoint la question climatique.

## **Avez-vous définitivement tourné la page du nucléaire, une source de production d'électricité décarbonée ?**

Oui. Je n'y étais pas favorable, et j'avais d'ailleurs conseillé à mon prédécesseur, Christophe de Margerie, de sortir de cette aventure [*engagée en 2008*]. C'est un métier de spécialiste, on ne s'improvise pas électricien nucléaire. Même si l'énergie nucléaire est une solution pour lutter contre le réchauffement climatique, elle pose d'autres problèmes, notamment celui des déchets. Depuis Fukushima, le sujet de la sécurité est devenu plus complexe. Le marché s'est réduit et je ne crois pas à son développement planétaire, hormis en Chine, peut-être en Inde et dans quelques pays d'Europe de l'Est qui veulent sortir du charbon. Et puis, nous avons en 2020 suffisamment de recul pour considérer les filières d'électricité décarbonée. Il est devenu assez facile de comparer l'efficacité économique de la filière nucléaire avec celle de l'éolien offshore, par exemple. Et les études que nous avons menées nous confortent dans notre choix pour produire de l'électricité : celui des énergies renouvelables.

Mise à jour jeudi 4 juin à 15 heures : c'est bien l'assemblée générale du groupe Total qui a repoussé la résolution évoquée dans l'entretien, et non le conseil d'administration.